

Les investissements de la BERD au Maroc frôlent le milliard d'euros

Depuis le démarrage de ses activités au Maroc en septembre 2012, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement y aura investi 930 millions d'euros dans 26 projets. 37% du portefeuille actif de la Banque concerne l'infrastructure et 23% l'énergie.

La BERD figure désormais parmi les grands bailleurs de fonds internationaux du Maroc. Selon les dernières statistiques, les investissements cumulés de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) dans le pays frôlent un milliard d'euros. En effet, depuis septembre 2012, date du démarrage de ses activités au Maroc, jusqu'à fin janvier 2016, l'institution a investi (engagements) 930 millions d'euros dans 26 projets. 50% de cette enveloppe sont allés au secteur privé. Selon la BERD, son portefeuille actif au Maroc est estimé à ce jour à 716 millions d'euros. 37% concerne des projets d'infrastructures. Cela concerne notamment le prêt de 200 millions d'euros accordés fin octobre dernier à Nador West Med SA, pour cofinancer la construction des infrastructures portuaires qui constitue la première phase de développement de ce projet industrialoportuaire.

En outre, 24% du portefeuille concerne des financements accordés aux institutions financières. Il s'agit notamment de lignes de crédit, facilitant le commerce ou soutenant le développement des TPME, obtenues auprès des banques locales. Rappelons que le dernier financement enregistré dans ce cadre concerne un prêt de 100 millions d'euros accordé en décembre dernier à la Banque centrale populaire (BCP). Cette ligne de crédit est destinée à renforcer le soutien de la BCP aux PME industrielles, notamment celles opérant dans les zones offshore tournées vers l'exportation.

Concernant le secteur de l'énergie, il représente 23% du portefeuille actif de la BERD au Maroc. Cela englobe entre autres le financement du parc éolien Khalladi (région de Tanger) pour lequel la BERD et BMCE Bank of Africa investissent conjointement 126 millions d'euros, accordés par tranches égales à UPC Renewables SA (la société du projet). Les 16% restants du portefeuille représentent des financements consentis aux secteurs de l'industrie, commerce et agrobusiness. C'est le cas, entre autres, d'un prêt de 4 millions d'euros accordé en 2014 à la société de transformation des fruits Frulact Maroc, filiale du groupe portugais



La BERD avait élargi, en 2012, son activité à la région Sud et Est de la Méditerranée, qui couvre aujourd'hui 4 pays : Maroc, Égypte, Jordanie et Tunisie.

Frulact, spécialisé dans la transformation de fruits pour le secteur laitier. Ce prêt était destiné à financer le développement d'une nouvelle usine de transformation des fraises, pêches et autres fruits dans la région de Larache.

Rappelons que la BERD, qui a été fondée en 1991 pour instaurer une ère nouvelle en Europe centrale et orientale favorisant notamment la transition vers des économies de marché, avait depuis 2012 élargi son activité à la région SEMED (Sud et Est de la Méditerranée), qui couvre aujourd'hui 4 pays : Maroc, Égypte, Jordanie et Tunisie. À ce jour, les engagements financiers de la BERD dans les 4 pays ont dépassé 3,4 milliards d'euros. L'Égypte arrive en tête des pays bénéficiaires avec plus de 1,7 milliard d'euros destinés à financer 33 projets. Quant à la Jordanie, elle est le 3^e bénéficiaire du soutien de la BERD avec 552 millions d'euros au profit de 22 projets, devant la Tunisie où la banque européenne a investi plus de 297 millions d'euros dans 20 projets.

Soulignons que la BERD avait en avril dernier ouvert son bureau local au Maroc, à Casablanca. Elle avait, par ailleurs, approuvé début 2015 sa stratégie pour le Maroc. Elle vise, d'une part, à libérer le potentiel entrepreneurial du pays et à augmenter les financements attribués aux PME par l'intermédiaire de fonds de capital-investissement et d'autre part, à accorder des lignes de crédit dédiées, assorties d'une assistance technique. ■

Moncef Ben Hayoun

L'Égypte arrive en tête des pays bénéficiaires des financements de la BERD dans les pays arabes avec plus de 1,7 milliard d'euros.